



## Soutien total à la journée d'action du 2 octobre



Le Premier ministre ne veut pas entendre la colère qui gronde dans notre pays.

Il ne répond pas aux revendications de l'intersyndicale, largement partagées dans la population avec le succès des manifestations et actions du 10 et du 18 septembre.

La détérioration de l'accès aux soins est une des premières préoccupations de la population. Le ministre démissionnaire du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles a participé à l'entrevue entre l'intersyndicale et le Premier ministre sans la moindre annonce laissant espérer une quelconque amélioration.

Le doublement des franchises médicales, ce reste à payer obligatoire pour les soins, est toujours d'actualité, malgré son rejet par le conseil d'administration de la CNAM dont l'avis n'est que facultatif.

Les projets de décrets sur l'AME ont été retirés, mais avec la remise au Premier ministre d'un rapport sur le sujet, le durcissement de ce dispositif est toujours en débat. L'enjeu est idéologique et non financier, l'AME représentant moins de 0,5% des dépenses de santé. Un geste gouvernemental en faveur des fractions xénophobes de la population serait une grave faute éthique et de santé publique.

Les hôpitaux publics et les EHPAD s'enfoncent dans la crise avec une dégradation de leur situation financière ne leur permettant pas de répondre aux besoins de la population.

Comment ne pas être scandalisé quand les délais d'attente pour un simple rendez-vous de consultation avec un spécialiste hospitalier sont de plusieurs mois dans des départements où seul l'hôpital public assure ce service ? Comment ne pas s'offusquer devant le développement de l'hospitalisation privée avec le soutien de nos gouvernants ?

Face à la montée des inégalités, à l'étalage des grandes fortunes, le rationnement des dépenses de santé est intolérable. De nouvelles recettes pour la Sécurité sociale sont nécessaires et possibles.

Le Codef, la Coordination Nationale des comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité appellent à participer à la journée de mobilisation du 2 octobre décidée par l'Intersyndicale et à signer et faire signer la pétition « La Sécurité Sociale, c'est vital ! »

**28 Septembre 2025**